

# Mettens contre-attaque

**Politique culturelle** Débarqué de la présidence de Belspo, il a introduit deux actions en justice.

**A**près avoir été remercié vendredi, l'ex-président du comité de direction de Belspo a décidé de contre-attaquer. Il a introduit deux recours en justice devant le Conseil d'État, estimant que la décision de la secrétaire d'État Elke Sleurs (N-VA) était entachée d'irrégularités. Le premier contre la non-reconduction de son mandat, le second pour conserver l'accès à son bureau.

Depuis mardi, on en sait aussi un peu plus sur la façon avec laquelle Philippe Mettens a été remercié. Il dit avoir reçu vendredi soir un mail laconique d'Elke Sleurs lui annonçant la non-reconduction de son mandat dès mardi minuit. Et hier, la secrétaire d'État a fait connaître le nom de celui qui assurera l'intérim. Il s'agit de René Delcourt, l'actuel directeur Budget&Finances pour Belspo.

L'homme est étiqueté MR. Il a notamment fait partie du cabinet de Sabine Laruelle à l'époque où elle était ministre.

## Le bilan des années Mettens

Philippe Mettens sera resté dix ans à la tête de la politique scientifique, et donc aussi des établissements scientifiques fédéraux ESF (musées, bibliothèque royale, archives, Tervuren, sciences naturelles, IRM, Observatoire, etc.) dans un contexte difficile de sous-financement et de menaces de fédéralisation. Il a répondu à ces défis d'économies et de menaces de régionalisation en imposant de manière très autoritaire un rapprochement, une mutualisation, dans BELSPO, qui créait des synergies et fournissait un staff d'appoint à tous les ESF. Il voulut, soutenu par le PS, aller jusqu'à fusionner les ESF en des pôles (on se souvient de l'idée de fusionner le musée des Beaux-Arts, le Cinquantenaire et l'Irpa). Il espérait ainsi viabiliser de manière pérenne une politique scientifique fédérale et empêcher qu'on la scinde.

Mais autant par sa manière autoritaire que par l'objectif de fusions, il se heurta à beaucoup de résistances, au point que c'est un ministre PS, Philippe Courard, qui s'y opposa.

Le nouveau gouvernement adopta d'emblée une politique inverse, celle conseillée d'ailleurs par Éric Beka, son prédécesseur, étiqueté CDH, qui propose au contraire une autonomie accrue de chaque ESF et des rapprochements volontaires. La mise en place de cette stratégie impliquait la mise à l'écart de Philippe Mettens à la fin de son mandat. Ce qui est maintenant fait.

## Son prédécesseur a obtenu gain de cause

Belspo sera intégré à un autre ministère et les ESF pourraient recevoir un nouveau statut du genre société anonyme d'utilité publique. Mais les ESF restent soumis à des économies drastiques et à la volonté de la secrétaire d'État Elke Sleurs (N-VA) d'étudier des rapprochements avec les entités fédérées.

Elle a reçu, venu de crédits anciens du spatial gérés par Éric Beka, onze millions de plus mais seulement destinés à des investissements uniques et pas pour compenser les déficits. Philippe Mettens pourrait postuler à la nouvelle direction de Belspo, mais on dit que le profil de fonction a été fait pour qu'il n'y parvienne pas. Éric Beka a donc obtenu finalement gain de cause et son office interfédéral de la politique spatiale devient indépendant. Une satisfaction in extremis, car il sera à la pension l'an prochain.

Philippe Mettens s'est aussi battu, cette fois avec l'ex-ministre MR Sabine Laruelle, pour la mise en place d'un très grand plan de digitalisation des collections dans le cadre d'un partenariat avec

le privé. Mais, là aussi, le résultat fut mitigé, le gouvernement n'optant finalement que pour un plan réduit mais purement public.

Guy Duplat